



Communiqué de la CNT-FTE du 17/10/2022

Mardi 11 octobre 2022. Des éclats de grenades, des cris, des bousculades, et dans le fatras des floutages, on voit des lycéen·nes se faire interpellé·es par la police. Nous savons où l'on conduit les interpellé·es, et nous savons aussi combien d'heures de garde à vue ont subi certain·es. 48 heures. C'est comment, être privé de liberté 48 h ? Serait-ce le prix normal à payer pour des lycéen·nes qui protestaient contre le régime rétrograde auquel est soumis leur établissement ?

Mutation forcée d'un enseignant militant, suppression des moyens attribués aux heures de soutien scolaire, directives délirantes sur l'habillement des élèves sur fond de fantasmes islamistes, ça en fait des raisons de faire la grève des cours, de protester devant le bahut. Mais visiblement, des raffineries aux lycées, la grève passe mal auprès des patrons de la république.

On se rappelle des lycéen·nes de Mantes, mis·es à genoux sous la menace des armes policières, on se souvient des équipes de flics au service des chef·fes qui déboulent sur les piquets à l'aube pour tabasser des grévistes pendant le mouvement des retraites... Et des répressions de manifs qui n'en finissent plus. Tout cela fait système, et c'est celui de l'État capitaliste qui se meurt et tape partout pour trouver un sens à son dernier souffle.

Aidons-le à crever avec notre arme, la solidarité : solidarité avec les élèves enfermé·es, soutien aux grévistes criminalisé·es, participation aux manifestations, renforcement des blocages, libération des camarades. La solidarité répare.

Seule la lutte paie.